

## **PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE**

**DIRECTION RÉGIONALE ET INTERDÉPARTEMENTALE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ÉNERGIE D'ÎLE-DE-  
FRANCE**

**Unité Départementale de Seine-et-Marne**

**Arrêté préfectoral complémentaire  
n° 2017 DRIEE/UD77/025  
portant levée des garanties financières pour la  
Carrière de gypse KNAUF PLATRES dite de «La Saulorette »  
sur les communes de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS**

**Le Préfet de Seine-et-Marne  
Officier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, ses parties législative et réglementaire, notamment ses articles R.181-45 et L.181-14,

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement

VU le schéma départemental des carrières de Seine-et-Marne 2014-2020 approuvé le 07 mai 2014,

VU le décret ministériel du Président de la République en date du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Jean-luc MARX, Préfet de Seine-et-Marne,

VU l'arrêté ministériel du 30 mars 2016, nommant M. Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, à compter du 25 avril 2016,

VU l'arrêté préfectoral n° 16/PCAD/033 du 18 mai 2016 donnant délégation de signature à M. Jérôme GOELLNER, Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-DRIEE IdF-226 du 22 décembre 2016 portant subdélégation de signature,

VU l'arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 autorisant la société KNAUF PLATRES à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de gypse « La Saulorette », communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016 DRIEE UT77 073 du 05 juillet 2016 modifiant les conditions de remise en état de la carrière de gypse « La Saulorette », communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

VU la notification d'arrêt définitif de la carrière de gypse « La Saulorette » réf 2013.0156 datée du 6 septembre 2016,

VU le procès-verbal d'abandon partiel en date du 1<sup>er</sup> décembre 2008 portant sur une surface de près de 16 ha,

VU le courrier de la société REP VEOLIA daté du 03 juin 2016 s'engageant à finaliser la remise en état dans le respect de son arrêté préfectoral n° 08 DAIDD IC 104 du 10 mars 2008,

VU l'avis et les propositions du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France présentés dans son rapport du 3 novembre 2016 (réf. PCE/162354), consécutif à la visite de récolement réalisée le 17 octobre 2016,

VU l'engagement de la société KNAUF Plâtres a donné suite

VU le procès-verbal d'abandon définitif en date du 18 novembre 2016 portant sur une surface de près de 69,3 ha,

VU la transmission en date du 22 novembre 2016 du procès-verbal adressée l'exploitant ainsi qu'aux maires ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains sur le fondement de l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement,

VU l'avis et les propositions du directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France présentés dans son rapport du 17 novembre 2016 (réf. PCE/162492),

VU l'avis favorable à l'unanimité de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites réunie dans sa formation spécialisée dite « des carrières » émis lors de la séance du 23 février 2017,

VU le projet d'arrêté notifié le 28 février 2017 (réf. PCE/170504), à la société pour observation, en application de l'article R. 512-26 du code de l'environnement,

VU le courriel en réponse de la société KNAUF Plâtres daté du 09 mars 2017,

CONSIDERANT que la société KNAUF Plâtres a réalisé une remise en état conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2016 DRIEE UT77 073 du 07 juillet 2016,

CONSIDERANT dès lors que rien ne s'oppose à la levée de l'obligation des garanties financières imposée antérieurement,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article R.181-45 du Code de l'environnement des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis de la commission consultative pour fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien n'est plus justifié,

L'exploitant entendu,

SUR proposition du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France

## **ARRETE**

---

### **CHAPITRE I : MODIFICATIONS**

---

Il est mis fin à l'obligation de garanties financières imposée par arrêté préfectoral n° 08 DAIDD M 008 du 07 mars 2008 à la société KNAUF Plâtres dont le siège social est situé ZI du Sauvoy, BP 24 – 77165 SAINT-SOUPPLETS pour sa carrière dite de la Saulorette située sur les communes de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS,

---

### **CHAPITRE II : DISPOSITIONS FINALES**

---

#### **ARTICLE II-1 : SANCTIONS**

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L. 171-7, L.171-8, L.216-6, L.216-13, L.541-46 et R.514-4 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE II-2 : INFORMATION DES TIERS**

Une copie de l'arrêté préfectoral est déposée en mairie de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché aux mairies de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Seine-et-Marne.

#### **ARTICLE II-3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

#### **ARTICLE II-4**

Le présent arrêté sera notifié à la société KNAUF Plâtres.

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Monthyon,
- Monsieur le Maire de Saint-Soupplets,

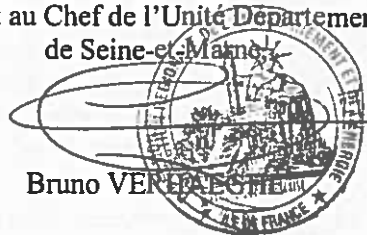
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Meaux,
- Monsieur le Maire de Monthyon,
- Monsieur le Maire de Saint-Souplets,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires (SEPR),
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Seine-et-Marne,
- Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France à Paris,
- Le chef de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie à Savigny-le-Temple,

Fait à Melun, le 20 mars 2017

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur empêché,  
L'adjoint au Chef de l'Unité Départementale  
de Seine-et-Marne



Bruno VERHAEGHE